

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU  
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP  
DONNEES 2011**



**Nom de la collectivité :** Saint Martin le Vinoux

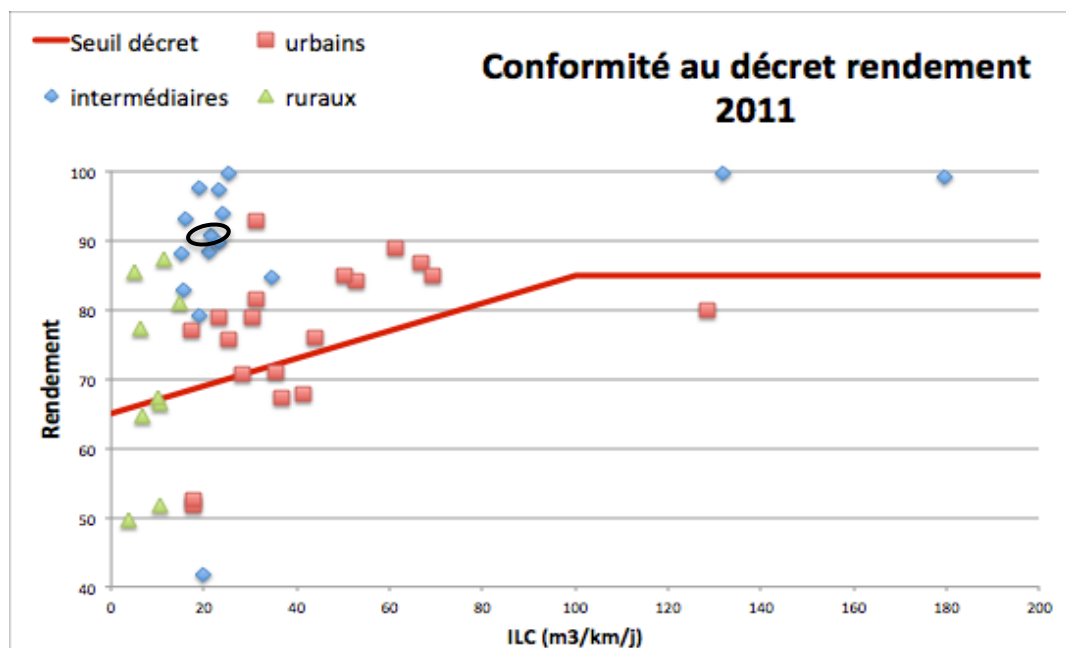
**Type de collectivité :** Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « \* ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
<b>Généralités</b> Abonnés : 2 455 Habitants : 5 444 Mode de gestion : <i>Prestation de service global</i> Date de règlement de service : <i>non disponible</i> Linéaire de réseau : 31,04 km ILC : 21,6 m <sup>3</sup> /km/j Densité habitants* : 175 hab/km Branchements : 932 Volume entrant : 270 Mm <sup>3</sup> Volume facturé : 245 Mm <sup>3</sup> Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m <sup>3</sup>
<b>Gestion Patrimoniale</b> Ouvrages : 2 maillages, 4 réservoirs Nombre total de compteurs : 2 381 Pourcentage de compteurs +12 ans : 16,7 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 7,5 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 4,83 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
<b>Performance</b> Rendement* : 90,7 % Indice Linéaire de Pertes* : 2,2 m <sup>3</sup> /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m <sup>3</sup> /km/j
<b>Décret "rendement" :</b> Niveau de connaissance du patrimoine : 60/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 69,3% Rendement 2011 : 90,7% rendement lissé sur 3 ans* : 84,4% <i>Graphique de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
<b>Branchements en plomb :</b> Nombre de branchements en plomb restant connus : 99 Evaluation du coût de remplacement* : 277 200 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>non disponible</i>	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
<b>Données financières</b> Recettes réelles totales de fonctionnement: 852 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 87 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 11,1 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m <sup>3</sup> ) : 2,23 €/m <sup>3</sup> Evolution du prix depuis 2008* : -7,8 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m <sup>3</sup> Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m <sup>3</sup> (2009)

\* calcul CEP, voir notice explicative

### Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Saint Martin le Vinoux est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie semi-urbaine (losanges bleus). En 2011 son rendement était de 90,7% et dépassait de 21,4 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 82,1%. Le rendement a donc augmenté en quelques années, vraisemblablement en lien avec les travaux de renouvellement très intenses de travaux de renouvellement menés sur le réseau (4,8% par an pendant 5 ans).

En 2011, le niveau de rendement satisfaisait pleinement aux exigences réglementaires.

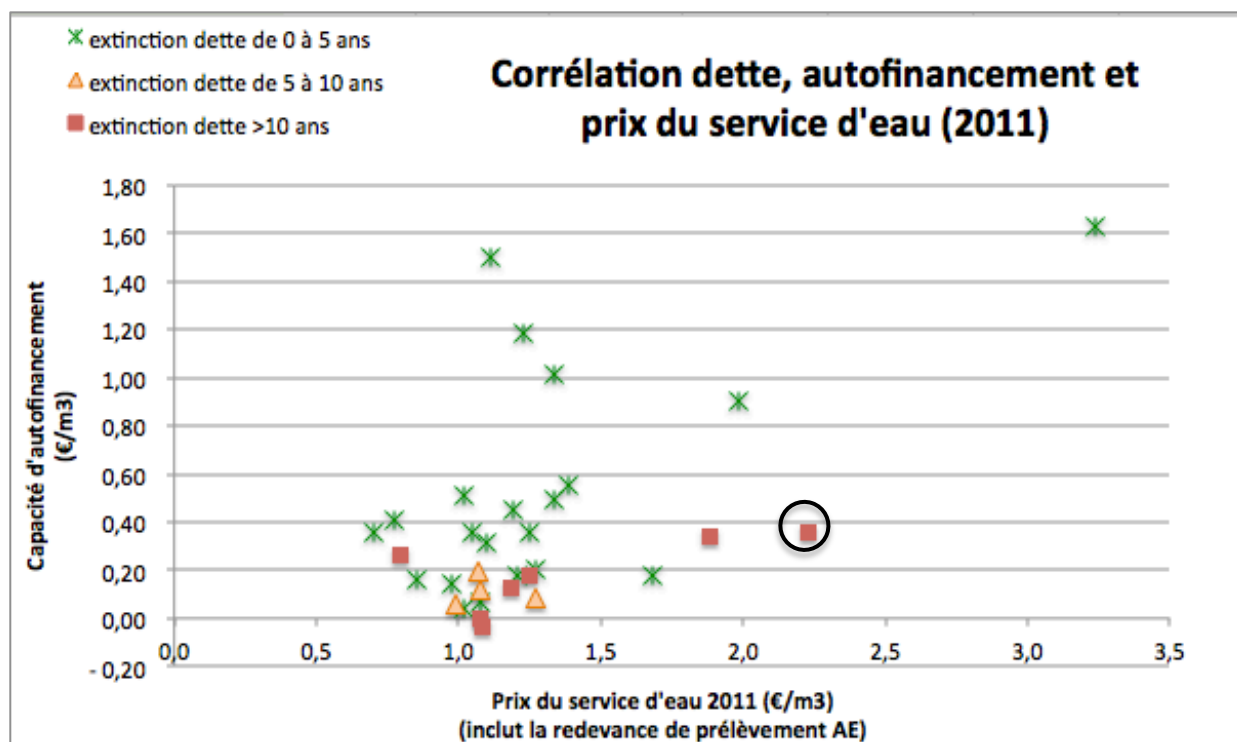
On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de SMV est de 2,2 m³/km/j, et diminue légèrement depuis quelques années (5,8 m³/km/j en 2009). En 2011, le réseau de Saint Martin le Vinoux présentait donc des fuites de faible importance.

Avec ce niveau de performance, le service d'eau de SMV peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. En effet, la connaissance du patrimoine n'est pas exhaustive (60/100). Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine depuis le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

Au moment de l'enquête, SMV devait encore renouveler 99 branchements en plomb. On notera enfin que le parc de compteur semble jeune (16,7% des compteurs ont plus de 12 ans).

## Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m<sup>3</sup> (en abscisse).

Saint Martin le Vinoux est entourée.

Son extinction de dette est de 11,1 ans (supérieure à 10ans, carré brun) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,36 €/m<sup>3</sup> facturé, pour un prix de l'eau de 2,23 €/m<sup>3</sup>.

Cela traduit *a priori* une santé financière du service d'eau qui nécessite de la vigilance.

En effet, le prix pratiqué est le 2e plus élevé du territoire et permet de dégager un autofinancement assez limité de 36 cts/m<sup>3</sup> facturés. Cela correspond à 87 k€/an.

Le niveau de dette est élevé (2 490 k€ en 2011). Cela est à relier aux lourds travaux engagés par le service sur son réseau.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. S'il est besoin de dégager davantage d'autofinancement, SMV dispose d'une marge de manœuvre ténue en termes d'augmentation du prix de l'eau (déjà élevé). Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une courte marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt. Il est toutefois déconseillé à un service d'eau de s'imposer une durée d'extinction de la dette supérieure à 12 ans.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.